

MOYEN-ORIENT  
1945-2002  
HISTOIRE D'UNE LUTTE DE CLASSES

Théo Cosme

MOYEN-ORIENT  
1945-2002

HISTOIRE D'UNE LUTTE DE CLASSES

ÉDITIONS SENONEVERO

## INTRODUCTION

**L**e Moyen-Orient n'est pas le sujet initial de ce livre. Ce travail d'analyse historique et théorique fut engagé à la suite de la guerre du Golfe de 1991 et publié dans le numéro 11 de la revue *Théorie communiste*<sup>1</sup> (juin 1993). L'importance de l'événement, contemporain de la fin de la guerre froide, réclamait une étude particulière qui s'inscrit dans le cadre d'une analyse plus vaste concernant la restructuration générale du mode de production capitaliste dans la crise des années soixante-dix/quatre-vingt. Analyse elle-même essentielle en tant que compréhension de l'état et du devenir de la contradiction entre le prolétariat et le capital. Sur ces points théoriques fondamentaux nous ne pouvons que renvoyer à R. Simon, *Fondements critiques d'une théorie de la révolution*, éd. Senonevero, Paris, 2001.

Développement d'un texte fini de rédiger en mai 1992, ce livre ne contient pas d'actualisation événementielle, nous nous sommes limités à la rédaction d'une postface sur le 11 septembre 2001 et ses suites, ainsi que sur la seconde Intifada. D'une part, rien n'est venu contredire les analyses et les prévisions faites. La seconde Intifada ou l'affrontement dans le cadre de l'Afghanistan entre les réseaux islamistes et les États-Unis ne sont que des illustrations supplémentaires de l'analyse développée ici. D'autre part, plus profondément, il ne s'agissait pas d'écrire une « histoire du Moyen-Orient », mais de définir et d'analyser les questions théoriques posées par *cette* histoire jusqu'à la période actuelle caractérisée par la restructuration du mode de production capitaliste. Par rapport au texte publié dans *Théorie communiste* n° 11, nous nous

<sup>1</sup> R. Simon, B.P 17 – 84300 Les Vignères.

sommes cependant livré à un important travail de réécriture visant la clarté, la lisibilité du texte et son organisation générale. Nous avons apporté quelques compléments pour faciliter la compréhension de certains points.

Si nous ne nous sommes pas livré au petit jeu d'une réactualisation interne, c'est que cette étude forme un tout. Nous persistons à penser que c'est la guerre du Golfe, en 1991, qui a définitivement résolu le problème essentiel que, dans cette restructuration, posait le Moyen-Orient : l'intégration de la rente pétrolière dans la péréquation générale du taux de profit. On peut alors cesser de considérer le Moyen-Orient comme une question particulière. La « Question d'Orient », qui était celle de l'extension des rapports sociaux capitalistes, est fondamentalement résolue dans la mondialisation de ces rapports, ce que confirment l'effacement et les risques d'implosion de l'Arabie Saoudite, la seconde Intifada, l'évolution de l'islamisme et l'intervention américaine en Afghanistan, comme nous le montrerons dans la postface de ce livre.

S'il fallait, dans l'étude de la restructuration du mode de production capitaliste, consacrer un travail particulier à la région du Moyen-Orient, c'est que l'importance des événements qui, du début du xx<sup>e</sup> siècle jusqu'à la guerre du Golfe, s'y sont déroulés révélait un processus singulier de cette région vers son intégration dans la reproduction mondiale du mode de production capitaliste. Il fallait de façon raisonnée reprendre ce parcours ; en 1991, celui-ci s'achève.

Depuis la fin de l'Empire ottoman, la formation de rapports sociaux spécifiquement capitalistes s'est déroulée au Moyen-Orient au travers de la succession de trois fractions dominantes de la bourgeoisie : bourgeoisie foncière, administrative et commerçante ; bourgeoisie nationaliste ; bourgeoisie rentière (malgré nos critiques, nous reconnaissons notre dette aux travaux de Georges Corm : voir plus loin). Chacune, dans sa spécificité, inclut et exprime à un moment donné les nécessités générales du développement du capital. Par là également, leur action peut parvenir à d'autres buts que ceux qu'elles s'étaient fixés. C'est dans ce cadre que nous étudions la formation de l'État d'Israël, la montée de l'islamisme, la révolution iranienne, la guerre du Liban, la première Intifada, l'échec du mouvement palestinien, l'invasion du Koweït et l'élimination de la figure autonome du rentier. Plus généralement, les guerres israélo-arabes sont, pour les pays arabes, le critère et l'histoire du développement en leur sein des rapports sociaux capitalistes ; l'existence

d'Israël a été jusqu'à maintenant la contrainte à ce développement. Ce qui se vérifie à nouveau avec la seconde Intifada et l'invasion des territoires « autonomes » palestiniens (2001-2002). Avec cette fois-ci un élément tout à fait nouveau : si l'État palestinien fut toujours problématique, c'est maintenant l'État d'Israël lui-même qui est en question (*cf.* postface).

Outre son découpage et la compréhension de celui-ci, le parcours du capitalisme au Moyen-orient pose plusieurs problèmes théoriques majeurs : le caractère non endogène du développement du capitalisme ; le rapport entre les identités intermédiaires (communautés religieuses ou ethniques) et l'État-nation ; le rapport de la rente pétrolière à la péréquation du taux de profit ; les formalisations religieuses et nationalistes de la lutte des classes.

### Périodisation du mode de production capitaliste

À partir du milieu des années 1970, le mode de production capitaliste passe d'une première phase de la subsomption réelle du travail sous le capital à une phase supérieure de celle-ci. Pour parler de la restructuration actuelle, nous nous référons à la distinction entre subsomption formelle et subsomption réelle établie par Marx dans le *Sixième chapitre du Capital* (éd. 10/18), dans les *Fondements de la critique de l'économie politique*, dans les *Théories sur la plus-value* et dans *le Capital*.

Dans l'histoire du mode de production capitaliste, on peut distinguer deux périodes principales. Ces deux périodes sont : la subsomption formelle du travail sous le capital et la subsomption réelle ; leur distinction repose sur la différenciation des modalités d'extraction de la plus-value : plus-value absolue et plus-value relative.

Il ne s'agit pas là d'une simple différenciation technico-économique, selon que l'un ou l'autre des deux modes d'extraction de la plus-value domine, c'est l'ensemble des rapports sociaux, l'ensemble de la contradiction entre le prolétariat et le capital qui diffèrent. La subsomption formelle, historiquement première, se caractérise par le fait que le capital domine un procès de travail préexistant à lui : la plus-value ne peut être extorquée qu'en allongeant la journée de travail ou en multipliant les journées de travail simultanées. Cela signifie également que le mode de production capitaliste ne domine pas l'ensemble de la société, et précisé-

ment les branches produisant les marchandises entrant dans la valeur de la force de travail, la reproduction de la force de travail n'est pas un moment du cycle propre du capital. Cette situation s'accompagne également d'une faible composition organique du capital ; le capital lui-même fait du facteur travail l'élément déterminant de la valorisation, contrairement à la situation où la croissance de la productivité est le moyen dominant pour accroître le surtravail. La valorisation du capital est une contrainte au surtravail à laquelle le prolétariat se soumet par le premier moment de l'échange salarial : l'achat-vente de la force de travail. Le caractère salarié du travail n'est spécifié que dans ce premier moment. Dans le second (la consommation du travail par le capital), produire plus de valeur que ne coûte sa reproduction ou produire de la valeur sont indifférenciés. Produire de la plus-value, c'est alors forcément produire plus de valeur totale, et non abaisser la valeur des marchandises entrant dans la reproduction de la force de travail. Étant donné ce qu'est la plus-value absolue, produire plus de valeur que ne coûte sa reproduction, ce qui est la spécificité du travail salarié, n'a pas encore de manifestation différente qu'être simplement producteur de valeur. Dans le second moment de l'échange, la forme spécifique du travail salarié se confond avec la simple capacité du travail à être créateur de valeur (d'où l'importance, dans toutes les théories du socialisme comme période de transition, de la comptabilité du travail, du système des bons, de la conservation de la marchandise, excepté en ce qui concerne la force de travail).

Avec la subsumption formelle, la domination du capital se résoud en une contrainte au surtravail, sans que le travail lui-même soit entièrement spécifié comme travail salarié, sans que le procès de travail soit un procès de travail adéquat au capital (c'est-à-dire, dans lequel l'absorption du travail vivant par le travail mort soit le fait du procès de travail lui-même – développement de la machinerie), sans que les forces sociales du travail (coopération, division du travail, science) soient objectivées dans le capital fixe.

Le capital, dans son rapport au travail, se pose lui-même comme une puissance extérieure. Il s'ensuit que le prolétariat, dans sa contradiction avec le capital, le considère comme contrainte, et la révolution comme sa libération, son affirmation. La lutte de classe a pour contenu l'affirmation du prolétariat, son érection en classe dominante, la production d'une période de transition, la formation d'une communauté

fondée sur le travail créateur de valeur. Le prolétariat est déjà, dans la contradiction qui l'oppose au capital, l'élément positif à dégager. Le prolétariat est en effet alors à même d'opposer au capital ce qu'il est dans le capital, c'est-à-dire à même de libérer de la domination capitaliste sa situation de classe des travailleurs, et de faire du travail la relation sociale entre tous les individus, leur communauté. Cela revient à vouloir faire de la valeur un mode de production.

Avec la subsumption réelle du travail sous le capital, dont l'extraction relative de surtravail est le point central, c'est tout ce qui faisait de la condition prolétarienne quelque chose à dégager contre le capital qui disparaît. La reproduction de la force de travail perd toute autonomie par rapport à la reproduction du capital, le travail n'est plus l'élément dominant du procès immédiat, le procès de production devient adéquat à l'absorption du travail vivant par le travail mort, l'unité sociale des capitaux est fixée par l'échange aux prix de production, c'est-à-dire d'une façon telle que la différence entre capital variable et capital constant est niée, et la défense de la condition prolétarienne n'est plus qu'un moment de l'auto-présupposition du capital. Le travail est totalement spécifié comme travail salarié.

Dans la restructuration actuelle du mode de production capitaliste, dont les caractéristiques essentielles seront présentées dans le dernier chapitre de ce livre, les modalités d'extraction de la plus-value relative, de la reproduction de la force de travail, du rapport des capitaux entre eux, sont bouleversées. La production de plus-value relative façonne un monde à son image, dans lequel aucune spécification sociale, historique ou géographique, conservée et/ou produite, ne vient entraver la reproduction du capital et la remise en cause constante de ses conditions. La mondialisation de la reproduction du capital n'est pas la cause de cette restructuration, ni sa dynamique interne, elle n'est que la forme que doit nécessairement revêtir le contenu de cette restructuration en tant que transformation du rapport d'exploitation et de sa reproduction. Elle n'est cependant pas seulement une caractéristique parmi d'autres de cette restructuration, elle en est le contenu comme forme.

Périodisation du développement capitaliste au Moyen-Orient

Pour le découpage chronologique de l'évolution du mode de production capitaliste au Moyen-Orient, nous nous référerons souvent, de façon

explicite, au travail historique effectué par Georges Corm dans son livre : *l'Europe et l'Orient* (éd. La Découverte, 1989). Georges Corm organise son analyse autour de la succession de « trois vagues d'élites » : la bourgeoisie administrative, commerçante et foncière de la fin de l'Empire ottoman et de l'entre-deux-guerres ; la bourgeoisie nationaliste ; l'oligarchie pétrolière. Ces « élites » accèdent tour à tour au pouvoir, ce qui a le mérite de donner de l'intelligibilité aux conflits communautaires et entre États, et de sortir de l'analyse stratégique ou géopolitique. Cependant chacune de ces « élites » (le terme employé exprime bien les limites de la vision de Corm) est conçue de façon autonome et n'est renvoyée qu'à ses propres intérêts immédiats, hors d'une compréhension des nécessités du développement capitaliste de la région, ce qui pose des problèmes en ce qui concerne la deuxième vague (la bourgeoisie nationaliste), dont Corm ne parvient pas à distinguer la légitimité et la nécessité, et la troisième vague (l'oligarchie pétrolière), qui paraît bien « parasitaire ». En outre la notion d'élite renvoie à une vision organique de la société dont une fraction exerce une fonction de direction et d'organisation, fraction dont la justification sociale résiderait dans la conduite éclairée de l'ensemble social. Corm confère à chacune un véritable statut de sujets en les limitant à elles-mêmes. S'il ne s'agit pas de les concevoir comme manipulées par une force souterraine, si le développement du capital a bien nécessairement des classes comme sujets de son développement, ce n'est pas en se refermant sur elles-mêmes que ces fractions de classe s'élèvent au statut de sujet, mais parce que, dans leur spécificité, elles incluent et expriment à un moment donné les nécessités générales du développement du capital. Par là également leur action peut parvenir à d'autres buts que ceux qu'elles s'étaient primitivement fixés.

À partir de là, Georges Corm ne peut concevoir les guerres israélo-arabes comme, pour les pays arabes, le critère et l'histoire du développement en leur sein des rapports sociaux capitalistes, et l'existence d'Israël comme la contrainte à ce développement. Il ne peut concevoir l'hégémonie saoudienne des années soixante-quinze/quatre-vingt-dix, comme autrement que parasitaire, ne pouvant situer théoriquement le problème du rapport entre rente et capital. Comme il n'a aucune perspective d'ensemble, parcourant sa périodisation, chaque période devient un moment historique pour lui-même. La guerre du Liban, par exemple, est présentée comme ayant pour but la ghettoïsation de la

population, sans que l'on sache ce que celle-ci signifie, en dehors des intérêts stratégiques des uns et des autres. Georges Corm nous donne la possibilité de sortir de ce type d'analyses stratégiques, sans que lui-même ne mène ce travail à terme. C'est le concept de capital, comme abstraction et comme histoire, qui lui fait défaut.

Outre son découpage et la compréhension de celui-ci, le parcours du capitalisme au Moyen-Orient pose plusieurs problèmes théoriques majeurs : le caractère non endogène du développement du capitalisme ; le rapport entre les identités intermédiaires (communautés religieuses ou ethniques) et l'État-nation ; le rapport de la rente à la péréquation du taux de profit ; les formalisations religieuses et nationalistes de la lutte de classes.

Tous ces problèmes sont abordés dans le texte, cependant les deux premiers points appellent quelques remarques ou compléments qui ne peuvent prendre place dans le corps du livre.

- 1) La vision « tiers-mondiste » de l'échec du développement endogène du mode de production capitaliste au Moyen-orient

Les lignes qui suivent font référence à la Postface, signée par Samir Amin, au livre de Fawzy Mansour *l'Impasse du monde arabe* (éd. L'Harmattan, 1990).

La critique tiers-mondiste du capitalisme consiste à lui reprocher de créer des inégalités, de créer une périphérie, d'être un système qui, à partir du moment où il est apparu quelque part, empêche le reste du monde de le produire. Le tiers-mondisme, c'est la frustration du capital. Pour le tiers-mondisme, la contradiction essentielle du mode de production capitaliste n'est pas l'exploitation, le rapport entre prolétariat et capital, mais elle oppose centre et périphérie, même si occasionnellement des alliances peuvent être passées par-dessus cette ligne de fracture fondamentale. Dans la postface au livre de Mansour, Samir Amin écrit : « toutes les classes des pays capitalistes du centre subordonnent leurs contradictions internes à la contradiction fondamentale qui les oppose toutes, avec leurs alliés de classe dans la périphérie, aux classes exploitées du Tiers-monde périphérique » (*ibid.*, p. 167).

Pour fonder cette approche du capitalisme, Samir Amin est contraint de rejeter la conceptualisation du mode de production capitaliste,

conceptualisation qui renvoie inexorablement à la contradiction entre prolétariat et capital.

À la place du concept de mode de production capitaliste, considéré comme trop abstrait, Samir Amin place celui de capitalisme réellement existant qui permet de mettre en avant un système mondial hiérarchisé, de mettre en avant la description des inégalités nationales. À partir de là, Samir Amin oppose à la vision marxiste de la société sans classes résultant des contradictions du mode de production capitaliste, qui confère un rôle déterminant au prolétariat, la vision de la révolution des peuples de la périphérie : « Cette révolution est anti-capitaliste dans le sens qu'elle se dresse contre le développement capitaliste tel qu'il est. » (p. 211.) Comme si l'exploitation n'était pas le capital tel qu'il est. Là où on devine le véritable but de la critique, c'est-à-dire le désir de capital, c'est quand il aborde le contenu de cette révolution anticapitaliste : progrès de la démocratie sociale, maîtrise efficace de la relation plan/marché, maîtrise des rapports extérieurs, meilleurs rapports avec l'Occident permis par l'action de la social-démocratie. De cette façon on aurait affaire « à un système global en transition dont les aspects socialistes ne seraient plus, ni ici ni là, négligeables » (p. 212). Cela a été écrit en 1988...

Dans toute cette postface, Samir Amin cherche à montrer que le mode de production capitaliste pouvait apparaître dans n'importe quelle région du monde méditerranéen (de la Bretagne – *sic* – au golfe Persique). C'est son apparition à un endroit qui aurait bloqué son apparition ailleurs. Or toutes les raisons qu'il avance pour différencier l'Occident du reste du monde méditerranéen montrent en fait qu'il ne pouvait apparaître que là, et c'est en fait par là que le texte présente un intérêt certain, à l'encontre des intentions mêmes de l'auteur. Dans l'idéologie tiers-mondiste de Samir Amin, la thèse historique est destinée à montrer que le développement occidental du capitalisme a frustré le reste du monde de ce à quoi il aurait pu également prétendre : le capitalisme. D'où, par la suite, l'insistance sur l'effet de polarisation centre-périphérie du capital, hypostasiée en loi fondamentale et contradiction centrale.

La polarisation centre/périphérie n'est pas une loi première du capital : elle se déduit du concept d'exploitation par la médiation de la notion de marché mondial (inhérent à l'accumulation et au concept de plus-value). Par là, la polarisation se module historiquement, selon l'histoire de l'exploitation et de la forme historique du procès d'accumulation qu'elle détermine. Non seulement la polarisation géographique a

une histoire, et dépend historiquement d'autre chose, mais encore la distinction entre centre et périphérie n'est pas, comme la restructuration actuelle du capitalisme tend à le montrer, nécessairement une territorialisation. De ce point de vue, elle est en train d'être dépassée dans la restructuration présente. L'opposition entre le centre et la périphérie n'est pas seulement opposition, séparation, de zones particulières qui s'impliquent mutuellement comme zones distinctes et opposées. Saisir simplement le centre et la périphérie comme deux zones particulières distinctes, c'est saisir les oppositions et même les implications mais sans jamais mettre en évidence l'unité qui les traverse. Le mode de production capitaliste a pu, au cours de son développement historique, territorialiser l'opposition (et même ne pouvait qu'en passer par là). Il a pu constituer la séparation en zones, comme zones distinctes en soi. Mais l'erreur consiste à prendre la rencontre et la complémentarité de ces distinctions en soi pour la totalité, ce qui est prendre les choses à l'envers et poser les notions de centre et de périphérie comme ayant une existence définitoire en elles-mêmes et non comme produites par la totalité du mode de production capitaliste. Cette approche, qui définit en eux-mêmes le centre et la périphérie et ne connaît leur unité que comme rapport d'éléments distincts, a pu sembler trouver sa confirmation dans la territorialisation de l'opposition, sans voir que celle-ci était elle-même produite. Dans la restructuration qui s'achève disparaissent les éléments qui pouvaient permettre une distinction en soi de certaines zones géographiques, appelées alors périphérie : persistance de modes de production antérieurs, spécificités des marchandises produites et des échanges... Le mouvement actuel s'effectue selon plusieurs axes : la délocalisation du centre, le tiers-monde à domicile (le centre) et surtout l'impossibilité à définir distinctement la périphérie autrement que comme une zone capitaliste pauvre et même clochardisée (cf. *la Planète des naufragés* de Serge Latouche, éd. La Découverte, 1991). En ce sens il y a bien déplacement et même accentuation des inégalités de développement.

La périphérie a existé, elle tend à ne plus exister. Mais pour comprendre qu'elle ait pu exister et qu'elle n'existe plus, il fallait comprendre que sa distinction, et même la persistance de modes de production antérieurs, étaient ce qui l'unissait au centre, définissaient l'une et l'autre comme particularisations de l'unité du mode de production capitaliste. La dotation en facteurs naturels, ou la persistance de modes de production antérieurs, n'avaient d'autre sens que celui que confère l'unité du

mode de production capitaliste : il n'y a pas plus de déterminations naturelles que d'archaïsmes. Il n'existe que des déterminations que produit la totalité, auxquelles elle confère un sens. C'est pour cela que l'expression de « nouvelles périphéries » utilisée par Samir Amin pour désigner ce que d'autres qualifient de « nouveaux pays industrialisés » ou de « pays émergents » est ambiguë. Elle sert à revivifier une idéologie tiers-mondiste qui n'a pas rompu avec les stratégies du « capitalisme autocentré », alors que ce que cette notion décrit ne s'origine et n'existe qu'à l'intérieur de l'inégal développement *interne* d'une reproduction capitaliste mondiale.

Pour Samir Amin, on trouve antérieurement au mode de production capitaliste deux familles de modes de production : la famille communautaire et la famille tributaire (absence d'État, et idéologie de la parenté, dans l'étape communautaire ; cristallisation du pouvoir social dans la forme étatique, idéologique, métaphysique, dans l'étape tributaire). Le monde islamique était un monde tributaire achevé, par rapport au monde chrétien occidental, présenté comme un monde tributaire périphérique dont l'inachèvement était dû à l'émiettement féodal, lui-même résultant de la greffe de sociétés communautaires (les Germains) sur le monde romain. En fait cet inachèvement présente des caractéristiques extrêmement intéressantes pour l'épisode suivant de l'histoire, c'est-à-dire le capitalisme, et explique en grande partie son apparition dans l'Occident de ce monde méditerranéen. Le pouvoir d'extorsion du tribut est plus faible en Occident, de par l'émiettement du pouvoir, qui facilite en outre la fuite des paysans. Cette extorsion en Occident exige le substitut du servage dont se dispensent les états tributaires achevés. Cette situation est une incitation à l'amélioration technique. Le contrôle du pouvoir sur le commerce et la richesse est beaucoup plus faible, dans les interstices de l'émiettement féodal se logent les villes libres peuplées de « francs bourgeois ». Enfin l'émiettement du pouvoir de la caste militaire, qui ne constitue pas un État gigantesque, facilite sa fusion « culturelle » avec le monde paysan local. Ces spécificités impliquent que si les *éléments* protocapitalistes n'étaient pas plus développés en Occident qu'en Orient, c'est en Occident qu'ils pouvaient se développer en un *système* capitaliste, et cela en dehors de la découverte de l'Amérique, qui pour Samir Amin est le *deus ex machina* qui, à partir d'une structure identique entre Orient et Occident, fait que le second invente le capitalisme, ce qui par là même bloquerait toute évolution du premier. De toute façon, pour-

quoi sont-ce les uns et pas les autres qui ont découvert l'Amérique ; et surtout qui ont su « quoi en faire » ; d'autant plus que ce ne sont pas les découvreurs eux-mêmes qui nous ont légué le capitalisme, mais l'utilisation qui a pu en être faite par les centres bourgeois déjà constitués d'Anvers, d'Amsterdam, ou de Gênes. S'il ne s'était agi que d'un heureux événement, les Marocains n'auraient eu qu'à se mettre dans les alizés qui passaient à leur porte pour découvrir l'Amérique.

Il est bien sûr exact que la colonisation de l'Amérique accélère en Europe occidentale l'expansion des éléments protocapitalistes, au point que l'histoire des xvi<sup>e</sup>, xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles y est dominée par ces éléments de transition au capitalisme : les éléments protocapitalistes forment système alors qu'ils n'étaient, jusque-là, qu'internes et dépendants de leur environnement féodal. Ces éléments peuvent être rapidement énumérés : l'extension marquée du champ des échanges marchands, qui s'emparent, principalement au nord de l'Europe, d'une bonne part de la production agricole ; le passage de la rente en nature ou en travail à la rente en argent ; l'affirmation de formes modernes de la propriété privée ; l'extension du travail salarié libre dans l'agriculture et l'artisanat. C'est dans cette phase que l'émiettement féodal, en disparaissant, donne sa dernière « spécificité » : « L'évolution qui conduit de l'émiettement féodal du pouvoir médiéval, à la centralisation de la monarchie absolue, se produit ici précisément en concomitance avec l'accélération des développements protocapitalistes. Cette spécificité européenne est remarquable puisque, ailleurs, en Chine ou dans le monde arabo-islamique par exemple, nous n'avons pas connu l'équivalent de l'émiettement féodal : l'État (centralisé) est antérieur au "protocapitalisme". [...] J'ai attribué cette spécificité européenne au caractère "périphérique" de la société féodale, produit d'une greffe de la formation tribulaire méditerranéenne sur un corps encore largement attardé au stade communautaire (l'Europe des Barbares). Or la cristallisation tardive de l'État, sous la forme de la monarchie absolue, impliquait dès le départ des rapports de celui-ci avec les différentes composantes de la société, différents de ceux de l'État tributaire avec celle-ci.» (*ibid.*, p. 191.) Mais alors, l'État tributaire centralisé de la monarchie absolue est déjà miné de l'intérieur dans sa légitimité et sa base sociale par les conditions mêmes de sa fondation.

Ainsi, tout au long de son approche historique, Samir Amin donne les raisons pour lesquelles le capitalisme ne pouvait apparaître qu'en

Occident, ce que sa perspective politique tiers-mondiste ne peut accepter, et ce que, théoriquement, il masque sous la notion globalisante de système tributaire. La notion est destinée à mettre tout le monde au même niveau, sur la même ligne de départ par rapport au capitalisme, à noyer les spécificités. Le féodalisme n'est qu'un mode de production tributaire inachevé et périphérique, mais, en fin de compte, tellement inachevé et périphérique qu'il n'a que peu de points communs avec le mode de production tributaire achevé et central. La notion est également destinée à rejeter celle de « mode de production asiatique » qui, pour Samir Amin, est l'abomination suprême, en ce qu'elle plongerait les peuples qui y seraient soumis dans une stagnation intrinsèque, dans un blocage inhérent.

À la fin de sa postface, Samir Amin revient sur l'évolution actuelle de la polarisation centre/périphérie. Sur ce point, il commence à affirmer une position théorique générale : seul le système capitaliste est polarisant à l'échelle mondiale, donc seul il peut être qualifié de système mondial (en cela il s'oppose aux thèses de Gunder Franck, pour qui il n'y a depuis la fin de la préhistoire qu'un système mondial en évolution vers le capitalisme). Pour Samir Amin, la loi de la valeur mondiale est l'agent de la polarisation, en ce qu'elle opère sur la base d'un marché truqué qui intègre bien le commerce des produits et les mouvements de capitaux, mais en exclut la force de travail. « La loi de la valeur mondialisée tend alors à uniformiser les prix des marchandises mais non les rémunérations du travail dont l'éventail de la distribution mondiale est infiniment plus ouvert que celui de la distribution des productivités [...]. Les "transferts de valeurs" de la périphérie vers les centres, que cette distorsion productivités/rémunérations du travail implique, sont "*inbuilt*" dans les structures de prix et de revenus et donc "cachées". » (*ibid.*, p. 204.)

Pour la crise actuelle, et l'étape de polarisation qu'elle comporte, Samir Amin avance l'idée selon laquelle l'accentuation de la polarisation s'exprime par l'industrialisation périphérique d'une part et la « quart-mondialisation » de certaines périphéries d'autre part. Pour lui, les NPI sont les véritables périphéries de demain. Il insiste sur l'ouverture en cours dans les périphéries, le recours plus accentué aux mécanismes du marché, à la privatisation, à l'insertion dans le système financier mondial. « L'urbanisation et l'industrialisation signalent que la phase nouvelle de la polarisation mondiale n'est pas le simple prolongement de la précé-

dente, mais implique des bouleversements qualitatifs. Car, si la polarisation est une constante de l'histoire de l'expansion capitaliste, ses formes sont passées par des étapes successives qualitativement distinctes. » (*ibid.*, p. 217.) Cette industrialisation est naturellement fortement dépendante des débouchés, des techniques, des flux financiers extérieurs, l'élargissement du marché est un élargissement du marché des couches supérieures, finançant les importations et accentuant les coupures sociales à l'intérieur des pays périphériques du Moyen-Orient, ou de l'Amérique latine. Le système financier mondialisé est le véhicule de cette polarisation accentuée, tout cela s'étant mis en place au cours de la longue crise structurelle des années soixante-dix. Dans cette mondialisation du système financier les classes dirigeantes du tiers-monde acceptent, et ne peuvent qu'accepter, la « compradorisation ».

Tout cela est très intéressant comme approche de la restructuration au niveau mondial. Cependant on rejoint ici les critiques faites au début : Samir Amin ne tient pas compte du fait que si la polarisation a une histoire, c'est qu'elle est elle-même fonction de l'évolution historique du rapport d'exploitation ; tous les éléments qu'il avance font, en fait, qu'il n'y a plus de spécificité périphérique.

2) L'État-nation: à propos d'une citation de Balibar  
et du chapitre « Mythe et réalité de l'identité nationale »  
*in Georges Corm, L'Europe et l'Orient.*

« Des appareils d'État non nationaux, visant de tout autres objectifs (par exemple dynastiques), ont progressivement produit les éléments de l'État-national, ou si l'on veut ils se sont progressivement "nationalisés", et ont commencé de nationaliser la société. Qu'on pense ici à la résurrection du droit romain, au mercantilisme, à la domination des aristocraties féodales, à la formation de la doctrine de la raison d'État, etc. Et plus on se rapproche de la période moderne, plus la contrainte imposée par l'accumulation de ces éléments paraît forte. Ce qui pose la question décisive du seuil d'irréversibilité.

« À quel moment, pour quelles raisons ce seuil a-t-il été franchi, qui, d'une part a fait surgir la configuration d'un système d'États souverains, et d'autre part a imposé la diffusion de proche en proche de la forme nation à la quasi-totalité des sociétés humaines, à travers deux siècles de conflits violents ?

« J'admets que ce seuil (évidemment impossible à identifier avec une date unique : milieu du xvi<sup>e</sup> siècle, achèvement de la conquête espagnole du nouveau monde, éclatement de l'empire des Habsbourg, fin des guerres dynastiques en Angleterre, début de la guerre d'indépendance hollandaise) correspond au développement des structures de marché et des rapports de classes propres au capitalisme moderne (en particulier la prolétarianisation de la force de travail qui la soustrait progressivement aux rapports féodaux et corporatistes). Mais cette thèse communément admise appelle plusieurs précisions. Il est tout à fait impraticable de "déduire" la forme nationale des rapports de productions capitalistes. La circulation monétaire et l'exploitation du travail salarié n'impliquent pas logiquement une forme d'État déterminé. De plus, l'espace de réalisation qui est, lui, impliqué par l'accumulation – le marché mondial capitaliste – comporte une tendance intrinsèque à dépasser toute limitation nationale qui serait instituée par des fractions déterminées du capital social ou imposée part des "moyens extra-économiques". Peut-on, dans ces conditions, continuer de voir dans la formation de la nation un "projet bourgeois" ? Il est probable que cette formulation – reprise par le marxisme aux philosophies libérales de l'histoire – constitue à son tour un mythe historique. Mais il semble que nous puissions lever la difficulté en reprenant à Braudel et Wallerstein le point de vue qui lie la constitution des nations, non à l'abstraction du marché capitaliste, mais à sa forme historique concrète : celle d'une "économie-monde", toujours déjà organisée et hiérarchisée en un "centre" et une "périphérie" auxquels correspondent des méthodes différentes d'accumulation et d'exploitation de la force de travail, et entre lesquels s'établissent des relations d'échange inégal et de domination.

« Les unités nationales se constituent à partir de la structure globale de l'économie-monde, en fonction du rôle qu'elles y jouent dans une période donnée, en commençant par le centre. Mieux : elles se constituent les unes contre les autres en tant qu'instruments concurrents de la domination du centre sur la périphérie. Cette première précision est fondamentale, parce qu'elle substitue au capitalisme "idéal" de Marx et surtout des économistes marxistes un "capitalisme historique" dans lequel les phénomènes précoces de l'impérialisme et l'articulation des guerres avec la colonisation jouent un rôle décisif. En un sens toute "nation" moderne est un produit de la colonisation : elle a toujours été à quelque degré colonisatrice ou colonisée, parfois l'un et l'autre.

« Mais une seconde précision est nécessaire. L'une des indications les plus fortes de Braudel et de Wallerstein consiste à montrer que, dans l'histoire du capitalisme, d'autres formes "étatiques" que la forme nationale ont surgi et se sont pendant un certain temps maintenues en concurrence avec elle, avant d'être finalement refoulées ou instrumentalisées : la forme de l'empire, et surtout celle du réseau politico-commercial transnational, centré sur une ou plusieurs villes. Cette forme nous montre qu'il n'y avait pas en soi une forme politique "bourgeoise", mais plusieurs (on peut prendre l'exemple de la Hanse ; mais l'histoire des Provinces-Unies au xvii<sup>e</sup> siècle est étroitement déterminée par cette alternative qui retentit sur toute la vie sociale, y compris la vie religieuse et intellectuelle). En d'autres termes, la bourgeoisie étatiste naissante semble avoir "hésité" – suivant les circonstances – entre plusieurs formes d'hégémonie. Disons plutôt qu'il existait des bourgeoisies différentes, liées à des secteurs différents d'exploitation des ressources de l'économie-monde. Si les "bourgeoisies nationales" l'ont finalement emporté, avant même la révolution industrielle (mais au prix de "retards" et de "compromis", donc de fusions avec d'autres classes dominantes), c'est probablement à la fois parce qu'elles avaient besoin à l'intérieur et à l'extérieur d'utiliser la force armée des États existants, et parce qu'elles devaient assujettir la paysannerie au nouvel ordre économique, pénétrer les campagnes pour en faire des marchés d'acheteurs de biens manufacturés et des gisements de force de travail "libre". En dernière analyse ce sont donc les configurations concrètes de la lutte des classes, et non la pure logique économique, qui expliquent la constitution des États nationaux, chacun avec son histoire, et la mutation correspondante des formations sociales en formations nationales. » (Balibar, *Race, nation, classe*, pp. 120-122, éd. La Découverte.)

Balibar cherche à montrer qu'on ne peut pas déduire la forme nation des rapports de production capitalistes, même s'il est indéniable que cette forme correspond au développement du capitalisme moderne. Pour lever la difficulté que représente la coexistence d'une impossibilité théorique et d'une concomitance historique dont on ne peut tout de même pas faire le produit du hasard, Balibar utilise cette notion bien commode de « capitalisme historique ». Cette notion permet de bâtir, sans en avoir l'air, une explication absolument tautologique. La notion de « capitalisme historique » consiste à élever au rang de concept la somme empirique des « formes historiques concrètes » du développement

du capital. Comme dans son développement historique, le capitalisme coïncide avec la formation des États-nations, en se situant non pas dans l'« abstraction du capital », mais dans la problématique du « capitalisme historique », on « explique » cette coïncidence, et le tour est joué ! Tout en restant au niveau de la constatation empirique, on a donné un air d'explication théorique au problème. Il est évident que, si on lie « la constitution des nations aux formes historiques concrètes de développement capitaliste », le problème de la formation des nations est résolu, simplement parce qu'il n'y a plus de problème. On n'a rien expliqué, on a constaté. C'est tout.

Cependant, si le texte de Balibar est intéressant, c'est d'abord parce qu'il a le mérite de poser le problème, et ensuite parce qu'il fournit de nombreux éléments susceptibles de servir à sa résolution théorique. C'est-à-dire de déduire la nation et l'État du concept de capital. Balibar fournit ces éléments de deux façons : d'abord positivement par les directions qu'il montre, ensuite négativement par la critique que l'on peut faire des solutions qu'il fournit.

Parmi les éléments susceptibles de servir à une résolution théorique du problème, le premier est la constatation que d'autres formes étatiques que l'État-nation ont accompagné le développement du capital : l'empire, le réseau. L'erreur de Balibar est de les situer au même niveau, comme s'il n'y avait pas, d'après le concept même de capital, évolution nécessaire du capital commercial au capital productif (le capital proprement dit). Si, dès le capital commercial, on a bien affaire au capital, mais si, pour la même raison, son évolution en capital productif est une évolution nécessaire par rapport à sa nature, c'est que celui-ci a pour substance le rapport  $A-A'$  ( $A'$  comme but de l'opération et point de départ, ce qui le différencie d'emblée de la thésaurisation ou de l'enrichissement somptuaire). Tout comme plus tard le développement de la machine, l'appropriation par le capital de l'activité productive de valeur est inhérente à la nature du capital. Ce que Balibar présente comme une alternative ou une affaire de choix est tout simplement inhérent au capital.

Si les bourgeoisies nationales l'ont finalement emporté, ce n'est pas qu'elles avaient besoin de la force de l'État existant : elles pouvaient créer leurs propres forces (ce que les compagnies commerciales ne se sont pas privées de faire) ; en outre il faudrait expliquer pourquoi elles avaient besoin de cette force, et là on est renvoyé à la nature jamais acquise de la reproduction et de l'autoprésupposition du capital, et aux vicissitudes de

l'accumulation primitive. L'explication par le besoin de la force armée des États existants est un peu courte. L'hypothèse du besoin d'assujettir la paysannerie est beaucoup plus intéressante. Pénétrer les campagnes pour en faire un marché d'acheteurs de biens manufacturés et des gisements de travail libre n'est pas une possibilité ou un choix pour le capital, mais une nécessité. Il faudrait insister là sur l'importance de la phase mercantiliste et sur la transformation de la propriété foncière en propriété foncière capitaliste, c'est-à-dire la détermination de la rente par rapport au profit moyen. Pénétration des campagnes et constitution de l'État-nation : dans ce processus, le capital se constitue comme territoire intégré et homogène. Le rapport du capital à la propriété foncière et à la rente n'est pas le résultat d'une configuration historique mais devient inhérent à ce qu'est le capital : approvisionner les manufactures et les villes, expulser les paysans, créer un marché intérieur, développer la division sociale du travail. Pour le géographe Vidal de la Blache (cité par Alain Joxe dans *le Cycle de la dissuasion*, éd. La Découverte, p. 55), c'est toujours de l'espace agraire que procède l'émergence des bourgeoisies. Le monde arabe présente justement l'impossibilité de cette émergence. La constitution des États-nations, qui en dépend, a pour Vidal la forme d'un agrégat de terroirs ayant un point d'histoire sociale commune : leur manière de produire une bourgeoisie.

Le capital est un mode de production historique, mais ce ne sont pas les circonstances historiques qui modèlent les caractéristiques du capital, c'est le capital qui produit dans l'histoire ses caractéristiques de façon inhérente à ce qu'il est. Sans l'État, le capital n'est pas. Cet État, en tant qu'État du capital, assujettit un territoire qui, conformément aux nécessités des rapports de production capitalistes, est produit comme un territoire intégré et homogène. Le caractère d'intégration et d'homogénéité que présente Vidal est intéressant, sa limite est de renvoyer l'homogénéité de la nation capitaliste à des causes précapitalistes. En fait, la manière particulière de produire une bourgeoisie ne devient critère d'homogénéité du territoire capitaliste que dans la capacité des capitaux particuliers à participer à la péréquation de la masse de profits ; la simple manière historique semblable n'est pas en elle-même le critère de l'homogénéité. L'homogénéité de Vidal est fixe, donnée une fois pour toutes. Or les frontières sont mouvantes. Comme le dit Marx, en dehors des périodes de crise, la concurrence fonctionne comme une amicale intercapitaliste. Or pour adhérer à cette amicale, il ne

faut être ni trop puissant, car on se sentirait à l'étroit dans les conditions fixées par la majorité, ni trop faible bien sûr. Les aires de péréquation évoluent dans les tensions qui se créent en leur sein : s'agrandir, se scinder, absorber son voisin, résister aux pressions expansionnistes, s'entendre également.

Voilà un territoire intégré, homogène. Un État, c'est un État-nation car c'est un État capitaliste, il ne connaît pas de communautés intermédiaires, d'identités multiples reconnues en son sein, et démarque comme corps étranger, communautés particulières, donc nuisibles, tout ce qui nuit ou interfère dans son critère d'homogénéité. Dans un tel processus, la nation n'est pas une alliance entre capitalistes, elle est un produit social qui se produit et se reproduit et se donne en tant que nation une histoire, histoire téléologique dont le présent est la preuve de l'unicité de son passé. Il n'y a pas mensonge, son homogénéité actuelle a bien été produite historiquement. La téléologie commence quand la nation se place elle-même au début comme sujet de son histoire (l'histoire « de » France).

De prime abord, il semble que l'on ne puisse pas déduire l'État du concept de capital. À partir du concept, on ne déduirait qu'un organisme gérant les vecteurs de la péréquation du taux de profit entre les capitaux : force de travail et monnaie. C'est dans le rapport entre concept de capital et histoire que, d'abord, on produit l'État (le mercantilisme ou le « droit naturel » en Europe fournissent à la fois une médiation conceptuelle et historique). L'histoire n'est pas un moyen terme duquel serait déduit l'État, car, produit historiquement, l'État renvoie au concept de capital, à travers ses fonctions, qui délimitent son existence dans la péréquation et la concurrence, qui font que l'État est un système d'États. Ce sont, en outre, le fétichisme, l'échange, l'abstraction de l'individu, inclus dans le concept, qui donnent à ces fonctions et à cette délimitation sa forme spécifique : politique.

L'État-nation est un système politique où toute médiation entre le pouvoir et l'individu a cessé d'exister ; il n'y a plus de corps intermédiaires (sociaux, ethniques, religieux) : « Seul l'État est censé représenter à travers ses organes législatifs et exécutifs l'individu devenu citoyen et lui garantir des droits. » (Corm, *L'Europe et l'Orient*, éd. La Découverte, p. 59.) C'est l'effacement des identités multiples individuelles coexistantes. Nous devons insister sur ce moyen terme qu'est l'État-nation dans sa structure politique, moyen terme sans lequel on ne fait que renvoyer grossière-

ment l'explication de l'homogénéisation au développement de la valeur et du capital, à partir desquels on peut expliquer tout et n'importe quoi dans une totalité indifférenciée. S'il n'y a plus d'identités intermédiaires entre le citoyen et l'État, les citoyens, individus abstraits, ne peuvent constituer qu'une communauté unique : en fin de compte il n'y a pas de communauté identitaire. Par exemple, avec la consolidation des États-nations, les groupes sociaux à identité complexe et cosmopolite qui formaient l'armature bureaucratique des empires (juifs, Grecs, Arméniens) perdent toutes fonctions.

Si seul l'État est censé représenter l'individu abstrait de ses déterminations qu'est le citoyen, individu « émancipé », la seule garantie de son « émancipation » est son appartenance-intégration à la collectivité nationale représentée par l'État. D'où l'émancipation des peuples, c'est-à-dire leur accession au rang de nation donc d'ayants droit à un État. Peuples dont la délimitation et la définition suivent les lignes de fractures ethniques, religieuses, territoriales, que font apparaître, fixent, ou créent, les rythmes d'accumulation du capital, la circulation internationale. Alaouites, Druzes ou Kurdes apparaissent momentanément comme pouvant accéder à la dignité de nations, par rapport aux sunnites ou aux maronites, mais jamais les coptes chrétiens d'Égypte ; les Arméniens passent à la trappe ; les Grecs d'Asie Mineure deviennent une minorité nationale (cas particulier du peuple pouvant se raccrocher à une nation déjà munie d'État, donc par là même devenu étranger là où il est). Une chose doit être claire (dans cette question qui a la fâcheuse facilité de s'obscurcir rapidement) : on ne sait pas ce qu'est une nation, un peuple, une religion, une « race », des « frontières naturelles ». Le principe d'homogénéisation et de constitution en peuple, nation, État, est donc ailleurs, il délimite et promeut des déterminations religieuses, ethniques, géographiques existantes, ou créées pour l'occasion en fractions et distinctions. Ce principe est l'unicité de l'identité par rapport à l'État en tant que citoyen. L'individu émancipé est alors le résultat de l'émancipation d'un peuple, garant de sa propre émancipation, mais la délimitation du peuple relève d'une logique autre que celle des systèmes politiques, elle relève d'une logique sociale et économique qui s'exprime en grande partie dans les guerres civiles locales, les rivalités internationales, elles-mêmes résultantes des nécessités de la formation, de l'accumulation, de l'extension du capital au travers de ses conditions et de son histoire.

L'extension du mode de production capitaliste au travers de la domination mondiale des pays européens donne une force irrésistible au principe de l'État-nation. C'est-à-dire à l'émancipation de l'homme comme citoyen (la fin des identités et allégeances multiples) qui n'existe que dans son rapport à un État par la médiation de son appartenance à une collectivité nationale. L'émancipation de l'homme passe par l'émancipation des peuples. Or dans des territoires à populations aussi mêlées que les Balkans ou le Moyen-Orient, le principe des nationalités ne pouvait en rien permettre la mise en place de l'État-nation. On ne pouvait aboutir qu'à la constitution de clientèles ethniques ou religieuses et à la fabrication de minorités « nationales », car le processus d'extension du capitalisme qui rend irrésistible le principe de l'État-nation fait qu'il se développe dans une situation de domination, où décomposition interne et intervention extérieure sont indissociables, cela depuis la lutte d'indépendance grecque à partir de 1821 qui crée la première minorité nationale, celle des grecs demeurés dans l'Empire ottoman. L'extrême entrecroisement des populations n'est pas en soi un obstacle insurmontable à la réalisation du principe de l'État-nation, il le devient parce que la structuration de l'identité dans laquelle se constitue ces populations suit la structuration des rivalités à l'échelle mondiale. À un degré moindre il est vrai, une telle diversité a pu exister en France, en Angleterre, en Allemagne, en Italie ; seulement, là, le développement du capital et de son État s'effectuait selon un processus essentiellement endogène. Essentiellement et non exclusivement car pour n'importe quel État sa constitution s'effectue nécessairement dans le cadre d'un système d'États. Tout État capitaliste en tant que tel implique l'existence d'une extériorité (d'une autre aire de péréquation, d'une autre nation), implique son appartenance à un système d'États. La dynamique de constitution nationale dans les Balkans ou au Moyen-Orient est mise en position dominée dans un système d'États déjà existant. La structuration des identités suit alors la structuration du système d'États déjà existant.

« Les Balkans ou le Proche-Orient ne deviennent des poudrières que parce que les ondes de choc des conflits de puissances et des rivalités idéologiques européennes qui les accompagnent peuvent enfin pénétrer à travers les failles des Empires russe, habsbourgeois et ottoman. Ces failles sont justement celles de la complexité des identités des populations, de l'insuffisante centralisation [...] Elles sont aussi, facteur fondamental, celles des différents aspects du retard économique de ces

empires et de la pauvreté de leurs populations en majorité paysannes. Ici encore le retard ou la pauvreté se mesurent aux conquêtes matérielles et techniques de l'Europe des grands États nationaux. » (Corm, *op. cit.*, p. 55.) Cependant on ne passe pas en droite ligne, de façon endogène, de la complexité de ces identités, constituées et reproduites à l'intérieur de grands ensembles impériaux, aux factions en lutte dans la décomposition de ces empires. La démarcation des factions a un autre principe constitutif que celui que pourrait fournir une vaine archéologie de ces identités, elle procède des conflits sociaux nés de la décomposition de ces empires et de l'extension du mode de production capitaliste, ainsi que des rivalités internationales que porte cette extension dans la périphérie (c'est-à-dire où le capital ne naît pas du sol même des rapports sociaux antérieurs).

On ne peut pas, par exemple, analyser la guerre du Liban comme un conflit entre ethnies différentes, même doublé d'une opposition sociale entre « minorité chrétienne riche » et « masses musulmanes pauvres ». Les factions locales n'appartiennent nullement à des ethnies différentes, la grande propriété foncière rurale et urbaine est d'ailleurs plus entre les mains des communautés musulmanes que dans celles des communautés chrétiennes. En ce qui concerne la Palestine, ni les Israéliens ni les Palestiniens ne peuvent se réclamer d'une appartenance nationale spécifique résultant d'une lointaine identité communautaire. Ce sont les contradictions propres au développement du capital et la lutte des classes qui modèlent le communautaire, pour autant que la reproduction du capital confère à la reproduction communautaire une signification... capitaliste. Si la démarcation des factions procède des conflits sociaux nés de la décomposition des empires et des rivalités internationales, on ne peut, en fait, séparer ces deux séries de causes. Comme on va le voir par la suite, tous les jeux étatico-nationaux au Moyen-Orient procèdent d'une guerre civile entre les fractions bourgeoises qui se succèdent dans le monde arabe, et entre elles et la paysannerie pauvre, le prolétariat ou la population marginalisée (forme de prolétarianisation) des villes.

L'extension du capital, qui forme la trame de ces oppositions, les situe de façon immédiate dans un contexte international, qui non seulement participe à la délimitation des forces en présence, démarque les forces sociales et les communautés, mais participe également de l'élaboration de leur contenu, de leur définition. Les conflits entre com-

munautés au Moyen-Orient, qu'elles soient ethniques, géographiques ou religieuses, n'ont pas de dynamique interne, ils relèvent de la dynamique de l'instauration de l'État-nation, des configurations mondiales du mode de production capitaliste, des conflits sociaux et internationaux qui l'accompagnent. Ces processus inventent ou promeuvent n'importe quelle différence en identité communautaire. Il est totalement vain de vouloir expliquer la structuration ethnique ou religieuse par une archéologie locale des populations.

Avril 2002